



# Grant Thornton

L'instinct de la croissance™

Option Finance

27/07/2019



Par Vincent Frambourt, associé,



et Tristan Mourre, directeur RSE, Grant Thornton

## Inclusion de la RSE dans la performance financière: un nouveau challenge pour les auditeurs

**Entreprise à mission, raison d'être, certification B Corp... Ces nouveaux termes résonnent fortement depuis quelques semaines dans les médias. Les initiatives foisonnent en France et dans le monde – référentiel unifié, reporting intégré, taxonomie, certification – et avec elles la volonté de mesurer une performance à la fois globale et de long terme. Le rattachement des responsabilités RSE à la direction financière illustre ce changement de paradigme.**

**D**epuis 2012, la loi Grenelle II impose aux entreprises cotées de communiquer annuellement sur la base de 42 critères soumis à vérification externe. Or, si la généralisation de cette pratique a permis une plus grande inclusion des objectifs RSE dans la stratégie des entreprises, cette méthode s'avère être trop centrée sur des indicateurs économiques et trop statique pour permettre d'établir un nouveau modèle d'entreprise durable.

Désormais, un grand nombre d'entreprises souhaitent passer d'un suivi a posteriori – bâti à partir d'indicateurs RSE extra-financiers imposés par la loi – à un pilotage régulier au moyen d'indicateurs intégrés à la finance, consécutif à une démarche volontariste. Et cette volonté n'est plus l'apanage des grands groupes, ni limitée au secteur agroalimentaire qui a été précurseur sur le sujet.

### «Entreprise à mission» et «label B Corp», les deux versants d'une stratégie durable

Une réponse à cette préoccupation figure dans la loi Pacte avec la raison d'être et le statut d'entreprise à mission en France.

Ce statut oblige les entreprises à fixer des objectifs de mesure d'efficacité de leurs politiques et à nommer un comité de «surveillance» garant de l'atteinte de ces objectifs. Ce statut vient notamment d'être choisi par Danone et plébiscité par son assemblée générale. L'entreprise à mission ne pourra plus se contenter de suivre annuellement des indicateurs, mais devra instaurer un véritable pilotage quotidien afin de pouvoir identifier à temps les dérives, redéfinir les orientations stratégiques et réaliser les investissements nécessaires pour s'assurer d'améliorer chaque année sa performance.

L'auditeur externe devra prendre connaissance des nouveaux processus induits ainsi que des outils de reporting adaptés pour ajuster son approche d'audit à ces nouveaux indicateurs. Au sein des firmes d'audit, il sera indispensable d'intégrer les experts RSE pour améliorer la qualité de l'audit légal alors qu'ils étaient aupa-

paravant cantonnés à la pure vérification extra-financière.

Le statut d'entreprise à mission demeure néanmoins attaché au droit français, d'où le succès du label B Corp qui, délivré par l'ONG américaine indépendante B-Lab, est de plus en plus prisé par les entreprises françaises souhaitant s'inscrire dans une démarche globale.

Selon Clémence Koechlin, référente B Corp en France, «une entreprise doit avoir une double mission: être performante sur le plan économique et agir pour l'intérêt général».

La certification B Corp présente l'avantage d'être délivrée par un organisme indépendant garant d'une grande transparence qui répond à la demande des consommateurs. Dans ce contexte, les experts RSE des cabinets d'audit bénéficient d'une position privilégiée leur permettant d'accompagner et de conseiller les entreprises qui souhaitent être labellisées B Corp, comme une centaine d'entreprises à ce jour en France. Cette certification est particulièrement délicate à obtenir en comparaison d'une conformité Grenelle II: sur 70000 entreprises ayant passé l'examen, moins de 5% ont réussi à obtenir la note minimum requise.

En synthèse, ces deux outils sont complémentaires. Tandis que le statut d'entreprise à mission permet de s'inscrire dans un cadre juridique français et d'impliquer les actionnaires à long terme, l'obtention de la certification indépendante B Corp envoie un message fort au consommateur final et permet de bénéficier d'une certification internationalement reconnue.

Et les cabinets d'audit ont un double rôle à jouer. D'une part, former les équipes d'audit légal à cette nouvelle appréhension des processus de l'entreprise avec l'appui des experts RSE, et d'autre part, aider leurs clients conseils pour obtenir sans coup férir l'accréditation B Corp qui nécessite un travail de longue haleine. Enfin, rappelons que depuis le début de la crise de la Covid, les entreprises ayant les meilleures notations environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) ont montré une plus forte résistance au choc économique et financier, à bon entendeur... ■

